

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

L'EUROPE ENTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES

de Roberto Cestelli

Tous les leaders de l'Occident européen ont longuement souhaité que les deux superpuissances reviennent s'asseoir autour de la table de Genève pour reprendre les négociations sur le désarmement.

Dans notre article «Le niet de Moscou», publié dans ces colonnes en octobre 1984, nous avions prévu que des intérêts économiques réciproques - les fournitures du blé que l'URSS n'arrive pas à produire dans des quantités suffisantes et qui est, par contre, excédentaire aux USA - et les nécessités coïncidentes de limiter le poids des dépenses militaires sur les bilans respectifs, auraient, de toute façon, obligé la Maison Blanche et le Kremlin à revoir leurs rapports politiques.

Après de nombreuses déclarations menaçantes, l'URSS a fini par accepter, à la suite de la réélection de Reagan, la réalité d'une nation forte, consciente de sa puissance, des possibilités qui lui sont offertes par son avance technologique et sûre de la fiabilité de ses alliés européens.

Bien que son éclatante réélection ait renforcé sa position, Reagan ne peut ni ignorer le désir pressant de ses alliés d'outre-Atlantique, ni ne pas tenir compte des

hésitations de son Congrès à le suivre dans l'escalade d'autres dépenses militaires; tout comme il ne peut pas oublier que le déficit important du bilan USA l'obligera, à moyen terme, à affronter la réduction des dépenses militaires, dans un programme général de réduction de la dépense publique.

Genève est en train d'ouvrir ses battants à Shultz et à Gromyko et lorsque vous lirez ces lignes les deux délégation se seront certainement déjà rencontrées.

Au moment où cet important objectif se réalise, au-delà de sa signification concrète - tout au moins dans l'immédiat - les Européens laissent entrevoir, à juste titre, un certain malaise et une certaine préoccupation, après l'euphorie initiale.

Les plus importants États européens laissent réapparaître, vis-à-vis des USA, de vieilles rancunes et des soupçons quant au rôle qu'ils sont appelés à jouer en tant qu'alliés. Les puissances mineures, quant à elles, se sentent, ou tout au moins craignent d'être exclues d'une négociation où sont en jeu leurs intérêts vitaux et craignent donc qu'une entente globale entre les deux superpuissances ne les sacrifie.

L'ombre de Yalta pèse, peut-être encore, sur l'Europe, tout comme l'ombre de Banco menaçait et bouleversait Macbeth.

Les rapports entre les alliés atlantiques sont entrés, depuis quelques années, dans une phase très difficile et l'on a beaucoup parlé, et l'on parle encore, de la crise des relations entre l'Europe et les Etats-Unis: de certains contrastes en matière de politique étrangère (rappelons-nous Grenada) aux taux d'intérêts américains particulièrement élevés qui bouleversent les rapports commerciaux des pays européens avec l'étranger, entièrement basés sur le dollar, à la politique de la production de l'acier, jusqu'au désaccord sur les problèmes des excédents agricoles de la CEE.

Comme par le passé, les contrastes entre les partenaires atlantiques ont cependant été toujours résolus, grâce à l'intense dialogue existant entre les parties.

LES SITUATIONS CHANGENT

Au début des années cinquante, le leadership américain sur l'Occident était effectif dans les domaines économique et militaire; les USA représentaient pour leurs alliés, économiquement et politiquement encore fragiles, le modèle socio-économique duquel tout le monde tendait à s'inspirer.

La naissance de la Communauté Européenne détermine, cependant, un changement rapide et profond de cette situation; l'Europe redevient encore le centre commercial le plus important du monde.

Si l'Europe occidentale ne contribuait, en 1950, qu'à 17% du produit mondial brut, contre 34% des USA, en 1980 l'incidence de sa production avait déjà atteint 30%, alors que la part américaine était descendue au-dessous de 25%.

Mais parallèlement à ce changement de rapports du pouvoir économique, les deux alliés atlantiques n'ont pas réalisé un réajustement identique et logique des rapports politiques et militaires.

Le système entre les deux partenaires est actuellement déséquilibré, car la diminution de la suprématie économique des USA n'a pas été suivie de la capacité européenne d'en assumer la succession.

Tous les pays occidentaux sont restés psychologiquement choqués par le fait de

devoir se comparer individuellement avec le partenaire américain et de se sentir, par la suite, un pygmée devant un géant, tout en oubliant que les USA sont une confédération de 50 Etats et que si chacun de ces Etats devait se comparer individuellement avec l'ensemble de la Communauté Européenne, la situation se renverserait tout à notre avantage.

Bien que cela puisse sembler absurde, le reste du monde parle et raisonne en termes d'Europe, alors que les pays occidentaux qui la composent n'arrivent pas à raisonner en termes de communauté; ceci à cause du national-provincialisme dont ils sont encore imprégnés et qui agit sur eux comme une drogue, comme un hallucinogène extraordinaire qui les fait se sentir petits et faibles, alors que, par contre, ils constituent, une fois unis, l'organisation économique la plus puissante du monde.

LE MANQUE D'UNE CONSCIENCE EUROPEENNE

La croissance économique extraordinaire qui s'est vérifiée au cours de ces trente dernières années, grâce à la création d'une zone de libre-échange, n'a pas déterminé, au sein des pays de la Communauté, cette substantielle cohésion politique et militaire, qu'il était logique de prévoir.

Il s'ensuit que la responsabilité de la défense européenne continue à peser sur les USA; leur présence militaire sur le territoire européen constitue, d'une part, un frein pour les visées agressives des Soviétiques sur l'Europe occidentale, mais, d'autre part, accroît la crainte du Kremlin qui reste toujours sur le qui-vive pour la menace d'attaques de la part du capitalisme, menace symbolisée, à ses yeux, par les USA et qui n'est pas prêt à oublier le cauchemar de la terrible invasion nazie du début des années quarante.

Ce manque d'une conscience européenne effective détermine le fractionnement du dialogue entre les alliés atlantiques en un flot de questions, ce qui le rend inévitablement difficile.

Il existe, d'une part, un grand pays homogène parlant une seule langue, d'autre, un groupe de nations incapables de

s'exprimer unitairement et qui, en plus, parlent sept langues différentes.

Incapable de se défendre d'une façon autonome, l'Europe a confié sa défense aux USA. C'est ainsi que le dialogue USA-URSS se déroule au-dessus de sa tête, d'où sa crainte qu'une éventuelle entente entre les deux superpuissances ne puisse ne pas tenir ses intérêts dans la juste considération: Yalta docet - ou tout au moins ce qui s'est passé après Yalta.

EUROPE: LA SUPERPUISSANCE PACIFIQUE

Nous supposons qu'une Europe unie et dotée d'une cohésion politique et militaire substantielle serait en mesure de pourvoir, avec une marge de sécurité suffisante, à la défense de son territoire, uniquement par ses propres moyens en tout en respectant, dans leurs termes actuels les engagements de l'OTAN: ceci permettrait aux USA de retirer leurs forces du territoire européen et diminuerait la tension de l'Union soviétique aux frontières européennes, tout en laissant les USA plus libres d'exercer leur action de contrôle sur les autres points de tension où pourraient naître de nouveaux foyers dangereux.

Il ne doit pas sembler absurde d'affirmer que l'autosuffisance de l'Europe est la seule voie possible pour que les deux superpuissances arrivent à un accord effectif sur une réduction substantielle des armements.

L'URSS doit obligatoirement être persuadée que l'Europe ne vise à aucune mesure agressive ou de revanchisme, ce qui serait d'ailleurs impossible; une organisation strictement défensive, qui exclut toute force américaine sur le vieux continent permettrait, en outre, à l'URSS de discuter avec les

USA à Genève dans un état d'esprit plus serein.

Pour sortir de l'état d'insécurité et d'infériorité dans lequel elle vit, serrée entre les deux superpuissances, l'Europe n'a qu'une seule voie à suivre: prendre conscience d'elle-même et de ses possibilités d'unité.

Il est temps d'abandonner les nationalismes anachroniques et d'éliminer tous ces intérêts sectoriels et égoïstes qui ont déterminé les guerres absurdes du vin, du beurre, des harengs, de la viande et des agrumes.

La Communauté a un excédent énorme de produits alimentaires qu'elle ne peut ni consommer, ni conserver au-delà de certaines limites. C'est ainsi que des populations lointaines souffrent et meurent de faim, alors qu'en Europe on détruit des denrées alimentaires ou on les brade à l'URSS, car, à l'exception du lait en poudre, leur exportation vers ces pays qui meurent de faim n'est techniquement pas possible.

L'union politique de l'Europe contribuerait non seulement à la détente entre les deux blocs, constituant ainsi un élément extraordinaire de stabilité et de paix, mais elle permettrait également de mettre de l'ordre dans l'économie, où 20% de la production agricole est actuellement achetée par la Communauté pour être stockée et détruite.

Son énorme potentiel technologique, la recherche scientifique, sa présence dans la conquête pacifique de l'espace seraient, grâce à l'Union, ultérieurement développés. D'autre part, l'Europe, forte de son humanisme millénaire, deviendrait de nouveau le phare de la civilisation, lumière de paix et de fraternité pour tous les peuples de la terre.

R.C.

LA CONSCIENCE EUROPEENNE

L'autre Europe

Federico Sensi, ambassadeur

La situation mondiale et, en particulier, celle de l'Europe, traverse une phase très incertaine. La décision de reprendre, d'ici quelques semaines, les négociations à Genève entre les Américains et les Soviétiques sur le contrôle des armements nucléaires, a été considérée comme un pas en avant dans le cadre général du dialogue Ouest-Est; mais aucun élément n'autorise, pour le moment, à manifester un optimisme fondé. Des considérations objectives concernant la complexité et l'évolution constante de la technologie, d'une part, et la difficulté de saisir les véritables intentions soviétiques, de l'autre, s'y opposent; d'autant plus que la situation interne de l'Urss et la stratégie politique et militaire de ce pays concourent à accroître cette difficulté.

La rupture de la Conférence de Genève, il y a plus d'un an de cela, avait été un gros échec pour les Soviétiques; elle avait sanctionné, en effet, la faillite des prétentions du Kremlin qui voulait un abandon unilatéral du déploiement défensif, basé sur les missiles et le nucléaire, à moyenne portée, en Europe occidentale. Malheureusement, bien peu de personnes se sont rendu compte de ce fait. La clameur avec laquelle a été accueillie la reprise du dialogue a fait perdre, en bonne partie, l'effet positif du succès occidental et amené l'Urss à conserver une attitude rigide, ce qui ajoute de nouvelles difficultés aux négociations. De toute façon, les perspectives sont loin d'être claires, d'autant plus que les SS 20 continuent à être installés.

Un autre point sur lequel l'Urss conserve une rigidité stricte est celui du bouclier spa-

tial pour lequel, avec son habituelle sémantique manoeuvrière, Moscou a forgé le terme «militarisation de l'espace» pour attribuer un caractère offensif au programme spatial américain qui lui, par contre, a un caractère défensif. Il s'agit, de toute façon, de projets à longue échéance qui ont sur les Etats-Unis de lourdes retombées financières et qui rencontrent des obstacles de politique interne, tous des facteurs sur lesquels Moscou compte dans sa tactique de négociation. C'est là le plus grand défi à la politique de l'équilibre militaire pratiquée par Reagan, d'autant plus que, d'après des sources respectables, les Soviétiques, alors qu'ils braiment contre le bouclier spatial, sont en train d'accomplir de gros efforts pour atteindre le niveau technologique américain dans ce domaine.

Le troisième point - substantiel - sur lequel se prépare actuellement la nouvelle Conférence de Genève est celui des armements balistiques intercontinentaux. Dans tout ce complexe et ce vaste domaine, les positions respectives sont extrêmement éloignées, parce que l'Urss tient à maintenir la supériorité acquise pendant la période de la détente, alors que Washington poursuit son effort pour rétablir l'équilibre.

Devant parler de l'autre Europe, il m'a paru nécessaire de faire, comme prémisses, ce bref discours sur l'événement le plus important en vue, qui permettra d'évaluer, en se basant sur les faits, la position réelle de l'Urss qui s'identifie avec celle de toute l'Europe orientale, étant donné que les pays mineurs n'ont aucune possibilité d'adopter une ligne autonome.

Voyons, maintenant, quelles sont les perspectives générales d'un rapprochement Ouest-Est. Il est incontestable que du point de vue culturel, l'Urss fait partie de la civilisation européenne; elle n'est, toutefois, qu'une branche qui, bien que partant d'un tronc unique, est bien loin de l'autre branche qui est constituée par le reste de l'Europe. Notre civilisation provient de la civilisation gréco-romaine et s'est nourrie au cours des siècles d'un processus en continu développement intellectuel, moral, économique. Tout ceci a manqué à la Russie née comme civilisation et structure sociale de Byzance, soumise ensuite pendant longtemps à la domination des Mongols et restée pendant des siècles dans une situation stagnante. Entre les deux camps, il y a donc un abîme. Les autres peuples slaves sont, par contre, bien plus proches de nous.

Le peuple russe est difficile à comprendre. Le poète Tioutchev écrivit: «La Russie ne se comprend pas avec la raison ni se mesure avec le mètre commun; on ne peut que croire en elle». Les Russes ont un mysticisme nationaliste et une vocation innée à l'adoration de leur terre, la Sainte Russie, qui doit s'étendre toujours plus en une mission de palingénésie universelle jusqu'à occuper toute la planète. Dans tout cela, comme on le voit, l'idéologie communiste s'insère bien psychologiquement et est, elle aussi, un instrument politique de conquête. Nous, Occidentaux, et spécialement nous, Italiens, devons comprendre mieux l'esprit russe qui, entouré de l'idéologie, pénètre comme une force politique en Occident, surtout à travers les partis communistes et leurs camarades de route, dans lesquels se reproduit, quoi qu'on en dise, la matrice soviétique et s'alimente un soutien aux intérêts politiques de l'Empire soviétique. Il faut distinguer entre idéologie et politique, entre Etat et Parti, entre coexistence pacifique et révolution mondiale, tout en considérant que dans ces couples de noms, le second terme est le terme réel, tandis que le premier n'est qu'un instrument. D'autre part, l'Empire soviétique est une entité intercontinentale. Dans la politique de l'Urss, les facteurs asiatiques jouent un rôle qui n'est certes pas inférieur à celui des facteurs européens. Surtout Moscou doit tenir compte de la Chine, parce qu'il ne veut pas se trouver entre deux feux; quand ils parlent

de sécurité, les Soviétiques partent de ce concept qui les pousse à se garantir, en premier lieu, la sécurité en Europe dans un sens si ample que cela équivaut à une hégémonie.

Les considérations que j'ai faites précédemment confirment les constantes historiques de la politique russe, engagée toujours dans une expansion territoriale sous le voile d'une lutte idéologique conduite pendant de nombreux siècles pour l'Orthodoxie, puis pour la Sainte Alliance, le Panславisme et, enfin, le Communisme. La constante historique se retrouve dans le testament de Pierre le Grand, considéré comme authentique par de nombreux spécialistes et d'une actualité surprenante. Pierre commence par affirmer que «Dieu omnipotent (aujourd'hui on dirait l'idéologie communiste) a indiqué les Russes comme étant le peuple appelé à dominer, à l'avenir, toute l'Europe», affectée de sénescence et proie facile de conquête. On remarque la même actualité pour les objectifs asiatiques comme la Turquie, la Perse et le golfe Persique, la Syrie, l'Inde, à propos de qui Pierre affirme: «Qui régnera sur ces régions sera le véritable souverain du monde». Les révélations du testament trouvent écho chez les auteurs occidentaux de haut niveau tels que Tocqueville, De Cistine, Gide et plusieurs autres.

La caractéristique principale de la méthode avec laquelle est conduite la politique étrangère soviétique réside dans la programmation à longue échéance et dans la continuité, rendues toutes les deux possibles par le type de régime. Les Russes sont cependant prudents: ils risquent jusqu'au maximum possible, mais savent s'arrêter sur le bord du précipice: il convient donc de faire épreuve de fermeté avec eux. Ce qui fut prouvé avec la crise de Berlin et celle de Cuba. Le Traité von Ribbentrop-Molotov et plus tard, violée par Hitler, l'alliance nazi-soviétique, la guerre conduite par les Soviétiques avec des fins parallèles, mais non convergentes, avec celles de l'Occident, la Conférence de Yalta et les autres rencontres lors de la guerre et après la guerre, la soumission de l'Europe orientale et les diverses répressions pratiquées dans cette zone après la guerre répondent à un plan unique: maintenir divisée l'Europe, provoquer des contrastes entre les Occidentaux, les intimider avec la menace de la force et les allécher avec la pro-

pagande. A une époque plus récente, l'objectif avait été de créer des frictions entre l'Amérique et l'Europe, de profiter de la faiblesse et des discordes au sein de l'Europe, de pousser avec la coexistence pacifique et la détente l'Amérique à baisser la garde. Tel est le sens du bipolarisme, c'est-à-dire de la division du monde en sphères d'influence. La tactique eut un certain succès lors de la rencontre Nixon-Brejnev à Moscou en 1972 avec les traités sur le contrôle des armements nucléaires et les fréquents contacts avec les diverses Administrations américaines jusqu'à celle de Carter, alors que le monde fut proche du précipice. L'expansionnisme soviétique s'était approché de la limite de la cote d'alerte avec les interférences politiques et militaires dans le tiers monde (soutien aux guerres de «libération nationale», le réarmement massif, l'espionnage, le terrorisme), la poussée au mouvement communiste mondial. Tout ceci reste encore et il s'agit là d'une nouvelle forme de guerre.

Il fallut la vague de reprise de conscience du peuple américain pour que, avec l'arrivée de Reagan, le gouvernement de Washington ouvre le yeux. Mais les Européens n'ont pas ressenti la même impulsion; ils ont maintenu leur adhésion à l'OTAN et à la Communauté Européenne, mais avec des hésitations, des réserves, des craintes. Le mythe du dialogue, qui alimente un certain neutralisme, agit encore comme un facteur négatif conditionnant et dangereux parce qu'il renforce chez les Soviétiques la conviction de l'infériorité de l'Europe. La complémentarité industrielle, technologique et de ressources naturelles entre l'Europe occidentale et l'Urss est un facteur objectif qui favorise le renforcement des rapports économiques entre les deux Europes; mais il conviendrait tout au moins de ne pas laisser l'Urss en tirer des avantages politiques et militaires.

La disposition de Reagan à traiter avec le Kremlin n'implique aucunement un renversement de sa position précédente et encore moins la volonté d'arriver à un accord à tout prix. Les Soviétiques s'en sont rendu compte, mais ne semblent pas pour autant disposés à abandonner leur tactique habituelle; c'est pourquoi les négociations ne consistent pas à rechercher des concessions réciproques, mais sont uniquement un instrument pour arracher le plus possible. Il

s'agit donc, pour le moment, d'une exploration réciproque.

Dans le cadre politique général, il est déconseillé de s'attendre à des changements sensibles de la part de Moscou. Une apparente évolution a pu y être enregistrée après la réélection de Reagan et ses ouvertures répétées; elle s'explique surtout par le fait que pour l'Urss le dialogue reste toujours un moyen pour profiter de tout relâchement de la vigilance de l'adversaire. Le Pacte d'Helsinki n'a mitigé en rien la rigidité soviétique, surtout dans le domaine des droits de l'homme, comme il a été prouvé lors des conférences de Belgrade et de Madrid: vice versa, il a rappelé et légalisé les concessions faites à Yalta qui fixaient les lignes de démarcation attribuées aux armées respectives à la fin de la guerre. C'est l'impression d'observateurs autorisés que la menace atomique n'est qu'un moyen d'intimidation; les Soviétiques ne veulent pas la guerre nucléaire, mais entendent maintenir la supériorité dans ce domaine, dans ce but justement. Ils rejettent la force de dissuasion américaine et veulent, donc, que Washington renonce au «premier coup», qui arrête la tentation pour Moscou d'avoir recours aux armes conventionnelles dans lesquelles la supériorité soviétique est de très loin la plus importante.

En relation à tout ceci, on peut se poser le problème de la situation interne de l'Urss. On a l'impression que le pays est en train de traverser une phase d'incertitude et de préoccupation. La gérontocratie a causé un immobilisme qui est désormais devenu la cause d'instabilité, mais nous ne possédons pas d'éléments pour estimer qu'une génération moins âgée, un Romanov ou un Gorbatchev, une fois au pouvoir, renoncerait à la ligne de la continuité qui est en Urss une loi historique. Il pourra y avoir une légère évolution dans le domaine économique, mais le schéma politique qui place le Pcus au centre d'un pouvoir absolu et totalitaire ne pourra pas être radicalement altéré. Le retard industriel et technologique, comme les déficiences de l'agriculture, pourrait amener à une plus grande prudence, mais uniquement comme fait transitoire qui demande une collaboration provisoire avec les pays hautement développés. Le besoin de quelques améliorations du niveau de vie est très ressenti, mais il ne pourra pas dépasser une

certaine limite, parce qu'on pourra difficilement dimensionner l'influence du Pcus, des Forces Armées et du KGB.

Dans l'ensemble, l'évolution économique, sociale et psychologique que l'on a enregistré en Urss a un rythme très lent et des limites très étroites à cause de la nature du peuple russe et par suite des charges que la politique de la hiérarchie impose au pays. La situation des autres pays du camp communiste apparaît sous un jour différent. D'une part ces pays ont des traditions historiques, des conformations intellectuelles et morales, des psychologies, des coutumes et des intérêts très différents de ceux des Russes. Il existe, également, une diversification considérable entre les différents pays en question. Leurs tentatives de soulèvement (Allemagne orientale, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne) ont toujours été isolées. Elles se ressentent des profondes différences nationales et des luttes même récentes qui les ont opposés les uns aux autres (par exemple, le partage de la Slovaquie en 1938 et les revendications territoriales respectivement entre l'Allemagne démocratique et la Pologne; Hongrie et Roumaine, etc.). Le nivellement qui apparaît en surface est un fait artificiel dû à la domination soviétique, mais tout en dessous ces éléments diversificateurs existent et font le jeu de l'Urss.

Un élément qui unit ces peuples est la préoccupation d'une catastrophe de guerre à laquelle s'accompagne la tendance à diffuser les rapports avec l'Europe occidentale tant pour des nécessités économiques et culturelles que pour l'espoir d'adoucir le poids de la domination soviétique et également pour l'aspiration à la consolidation de la paix. Dans les différents pays, la tendance à relâcher la pression soviétique se manifeste dans des modes et des mesures différents. La Pologne est à la tête de ce mouvement historique, étant donné que l'Eglise a, elle aussi, conféré au peuple une compacité et un élan particuliers. Diverses circonstances confèrent à l'Allemagne démocratique, à la Hongrie et à la Roumanie des possibilités variées d'autonomie d'un certain intérêt, tandis qu'en Tchécoslovaquie et en Bulgarie la soumission à l'Urss est plus intégrale et plus lourde.

L'Urss maintient la solidité du bloc oriental avec les méthodes qui nous sont bien

connues. Outre l'occupation militaire, l'instrument le plus fort est la liaison entre les partis communistes qui, la Pologne mise à part, assure l'exercice du pouvoir dans chaque pays. Il existe des liens très étroits entre les forces armées et les polices politiques respectives. L'interdépendance économique complète ce tableau. Le Pacte de Varsovie et le Comecon sont une sorte de parapluie qui couvre tous ces liens; mais les véritables chaînes qui lient chaque pays à l'Urss ont un caractère bilatéral. L'évolution qui s'est produite, au cours de ces dernières années, au sein du bloc oriental, n'a été possible que parce que l'Urss a adopté une certaine souplesse, en vérité plus formelle que substantielle, conduite avec habileté et sans aucune concession réelle, étant donné l'énorme différence de force.

Moscou ne s'oppose pas, dans ces limites, au rapprochement entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale; au contraire, une évolution dans ce sens correspond à son dessein général de s'assurer l'hégémonie sur tout le continent. Il prête une très grande attention à ce qui se passe entre les deux Allemagnes; il limite et contrôle les rapports entre elles, mais en réalité l'Allemagne démocratique peut être un appât excellent pour attirer Bonn le plus possible vers une «Ostpolitik» qui aurait comme contre-coup inévitable un affaiblissement de la solidarité atlantique et communautaire.

Un facteur important de la politique soviétique vis-à-vis de ses satellites est la situation interne de l'Urss, surtout le problème des nationalités. On remarque, parmi elles, quelques poussées centrifuges qui vont des Républiques asiatiques à celles de la Baltique et aux régions qui confinent avec les Etats satellites. Les premières se ressentent de facteurs ethniques, religieux, nationaux; les secondes, annexées à l'Union soviétique depuis moins de temps, ne sont pas encore complètement russifiées et sentent l'influence de traditions tout à fait différentes des traditions russes et semblables, par contre, à celles des pays dont elles ont été séparées, totalement ou en partie, après la dernière guerre. Moscou voit en cela un risque qu'il faut parer avec le maximum de fermeté.

Les pays occidentaux feront bien de ne pas surévaluer l'importance d'un rapproche-

ment actuel avec les Etats orientaux, parce qu'avant tout les rapports que l'on peut instaurer au niveau intergouvernemental sont limités aux Nomenklaturas locales qui rivent ces pays au service de Moscou. On risquerait donc de renforcer les régimes communistes locaux plutôt que d'introduire dans les pays respectifs des instances démocratiques; ce qui, si l'on est réaliste, sera impossible pour longtemps encore. Ces jours-ci, les Soviétiques répètent que les décisions prises à Yalta sont intouchables, encouragés en cela par la passivité occidentale et par la sanction légale que le Pacte d'Helsinki a donné aux frontiè-

res décidées à Yalta. Cette réalité ne doit cependant pas nous décourager; nous ne devons pas nous croiser les bras. Nous devons faire sentir à nos frères d'au-delà du rideau de fer, au niveau populaire et culturel, notre impulsion à raviver notre civilisation commune, sûrs de trouver en eux une correspondance totale. Cette rencontre dans la culture, la science, les coutumes, la socialité correspond à des instances fortement senties et ne pourra pas ne pas produire ses fruits au-delà des entraves politiques qui lient ces peuples. C'est dans ce sens que nous devons tendre la main à l'autre Europe.

L'EUROPE ET RONALD REAGAN

de Giorgio Vizioli

L'élection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis pour son deuxième mandat quadriennal nous amène à avancer quelques considérations sur l'influence que l'administration américaine actuelle pourra avoir sur les équilibres politiques de l'Europe, sur le processus de détente, sur les rapports entre les pays européens occidentaux et orientaux et sur la situation interne des pays d'au-delà du rideau de fer.

A première vue, Ronald Reagan devrait être considéré comme le défenseur naturel des intérêts européens vis-à-vis du bloc oriental: certes, il ne pourra jamais être accusé d'un acquiescement excessif à l'égard des Soviétiques. La défense des points de vue occidentaux est la caractéristique principale du chef actuel de la Maison Blanche.

Si l'on considère cependant les choses du point de vue des intérêts européens, tant à l'Est qu'à l'Ouest, certains détails nous amènent à reconsidérer nos attentes et provoquent quelques perplexités, bien que Reagan ait souvent déclaré, lors de sa campagne électorale, qu'il aurait fait l'impossible pour résoudre la situation européenne actuelle (communément attribuée aux décisions prises à Yalta par les trois Grands, mais qu'il faudrait à plus juste titre attribuer à la situation de fait qui s'est créée pendant l'après-guerre et à la convergence des intérêts des deux superpuissances). En fait, jusqu'à quel point la soi-disant ligne dure vis-à-vis des Soviétiques est-elle utile aux pays européens? N'est-il pas vrai que les pays européens, surtout ceux de l'Est, ont tout à perdre de cette politique «mur contre mur» en termes d'autonomie du Kremlin? Ne vaudrait-il pas mieux, alors, pratiquer une politique de détente qui permette l'instauration de rapports d'amitié et de collaboration entre les pays européens?

Bulletin européen

TRIBUNE LIPRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Special

cours
d'histoire
européenne

Causerie inaugurale

LE MONACHISME AU I^{er} MILLENAIRE

(Pr Giulia Barone)

Je voudrais, tout d'abord, dire que le fait d'avoir été appelée à remplacer le Pr Manselli est pour moi un honneur et, en même temps, un motif de regret. J'aurais certainement préféré être assise au milieu de vous, plutôt que de me trouver ici de l'autre côté de la table. Et ce regret n'est pas dû uniquement à des raisons affectives: Raoul Manselli a été un grand historien du Moyen-Age et, en particulier, de l'aspect religieux de cette époque. Quelques-unes de ses pages sur la spiritualité monastique sont considérées, aujourd'hui encore, comme irremplaçables non seulement en Italie, mais dans le monde entier, là où il existe un intérêt pour le Moyen-Age occidental. Ma tâche est donc particulièrement difficile. Mais je ferai de mon mieux.

Dans ses manifestations actuelles et pendant la plus grande partie de son histoire, le Monachisme rappelle immédiatement à notre mémoire la vision d'une expérience religieuse communautaire, fondée sur la charité réciproque. Le mot «monachisme» indique cependant, dans sa signification étymologique, une forme de vie solitaire, «monos» signifiant «seul» en grec. L'expérience monastique s'exprime, en effet, originairement à travers un choix érémitique et anachorétique: le moine est celui qui abandonne sa terre (chora) pour vivre isolé de tout et de tous. D'autre part, il ne s'agit pas de la première forme de vie religieuse chrétienne: au contraire, nous ne trouvons dans l'Évangile aucun modèle de vie monastique, bien que - dans une certaine mesure - le moine s'inspire de l'exemple de Jésus-Christ qui avant de commencer sa prédication passa quarante jours dans le désert en prière, en contemplation, en méditation et en abstinence. Mais dans l'Évangile, il s'agit d'une phase de *préparation* et non pas d'un choix existentiel. Les premiers siècles du christianisme sont dominés par le modèle apostolique, représenté par ceux qui ont abandonné tous leurs biens pour suivre Jésus-Christ et qui, après sa mort, ont diffusé la Bonne Nouvelle dans le monde entier.

Bien que le choix de la «fuite du monde» soit originairement déterminé, peut-être, par la crainte des persécutions antichrétiennes du milieu du II^e siècle, le grand succès qu'il reporte au cours du siècle suivant ne peut certainement pas être lié à la peur. Et il serait injuste, vis-à-vis du monachisme, de lui attribuer la valeur d'un choix *en négatif*. Le choix érémitique doit être, par contre, situé dans le contexte de l'affirmation progressive de la religion chrétienne: *religio licita* avec Constantin, religion officielle de l'empire avec Théodose. Au cours du IV^e siècle, les chrétiens sont plus ardents; les plus convaincus de la nouveauté du message évangélique et les plus désireux de vivre dans un monde régénéré dans la foi ont subi une déception traumatique. L'empire était, désormais, un empire chrétien, la mer Méditerranée - tout au moins la partie orientale - était habitée par des populations officiellement chrétiennes; la palangénésie universelle ne s'était cependant pas réalisée. Bon nombre des baptisés n'étaient certainement pas parfaits et n'avaient pas changé radicalement leur manière de vivre; le chrétien qui se fait moine essaie, par contre, de réaliser, dans tous ses gestes, à tout moment de sa propre existence, les vertus typiques de la perfection chrétienne: humilité, pauvreté, renonciation à sa propre volonté, dialogue direct avec Dieu à travers une prière constante. C'est justement pour ces raisons que le monachisme est né en Orient, dans les régions les plus profondément christianisées du monde romain, en Égypte et en Syrie. Les

premières grandes figures de moines sont caractérisées par la «fuite dans le désert», qui n'est pas uniquement un lieu aride, comme dans le langage courant (bien que le manque d'eau soit l'un des aspects de la vie ascétique), mais est surtout un lieu éloigné de la ville, de ces villes riches et peuplées de l'Orient méditerranéen, où il est tellement difficile de réaliser ce qui devrait être le but de chaque chrétien, une vie dans le monde qui ne soit pas concernée par le monde.

C'est ainsi que ces premiers assoiffés de perfection se retirent loin de la société civile et vivent tout seuls ou dans de petites communautés, en travaillant et en priant. Le travail consistait à tresser des cordes, des nattes et des paniers - qu'ils vendent, quelquefois en ville pour se procurer à manger - et leur nourriture se réduit à du pain, de l'eau, quelques dattes ou quelques figes sèches, quelques herbes qu'ils mangent peut-être à peine récoltées sans aucun assaisonnement; leurs jours, leurs années s'écoulaient tous pareils, complètement abandonnées à la volonté divine et en contemplation constante. Ce choix de vie suscite immédiatement l'admiration des contemporains qui accourent nombreux pour voir de près les héros de l'ascèse, mais surtout pour demander leur intervention auprès de Dieu et pour implorer des guérisons miraculeuses. C'est ainsi que les moines qui ont choisi le désert se voient souvent entourés de petites foules, confiant dans leurs capacités thaumaturgiques et par des communautés entières qui se rassemblent autour d'eux pour leur demander protection.

Mais tous ne se résignant pas à être «réabsorbés» dans le monde, plusieurs moines s'éloignent de plus en plus, toujours à la recherche de cette solitude qui leur permet un véritable colloque avec Dieu. Cette vie isolée comporte cependant des dangers et nous ne nous référons pas aux dangers physiques (maladies, bêtes féroces, etc.), qui constituent pourtant une partie intégrante de cette forme d'ascèse. L'homme seul, loin de ses semblables et devant la divinité risque de devenir superbe, de se croire parfait, ou, au contraire, la solitude trop prolongée peut l'amener au bord de la folie. Il est donc exposé à cette tentation continue et aux mille aspects qui a été représentée dans les centaines de tableaux où apparaît le plus illustre de ces pères du désert: saint Antoine.

C'est pour ces raisons qu'il est né et s'est développé, presque en même temps que l'expérience érémitique, le monachisme cénobitique, c'est-à-dire un monachisme communautaire, dont les premières manifestations sont démoignées en Egypte au IV^e siècle. La communauté fondée par saint Pacôme se compose de dizaine de moines qui poursuivent leur vie de pauvreté, de méditation, de travail et de prière dans de petites cellules isolées, où ils passent la plupart de leur journée; mais ils se retrouvent, à des heures établies, pour le repas en commun et pour prier ensemble. C'est ainsi que les Pacomiens réalisent le détachement total du monde sans s'exposer aux dangers les plus graves de la solitude. Et, à partir de ce moment-là, la vie érémitique, bien que restant le paradigme de la perfection ascétique, ne sera concédée qu'aux plus forts et pendant de brèves périodes.

L'Occident, où le monachisme était destiné à rencontrer tant de succès, a accueilli avec quelques hésitations cette nouvelle forme de vie. Certes, la traduction en latin de la Vie d'Antoine d'Athanase et les écrits de saint Jérôme ont contribué à la diffusion du modèle oriental. Saint Jérôme, homme de lettre et amateur de la langue latine, abandonne Rome et l'Occident pour se transférer, à un certain moment de sa vie, en Terre Sainte, pour vivre là où Jésus-Christ avait réalisé son expérience terrestre; et c'est en Orient que Jérôme a terminé la grandiose traduction de la Bible. Mais Jérôme avait eu, en un premier temps, l'opportunité d'expérimenter personnellement la «vie du désert»: c'est de cette expérience que sont nées les Vies de Paul, d'Hilarion et de Malchus, trois moines du type que nous avons décrit au début; il s'agit d'ouvrages dont la diffusion a été aussi vaste que le renom de leur auteur.

Un autre grand propagandiste du modèle oriental a été Cassien de Provence - dont nous parlerons dans une prochaine conférence - auteur d'une sorte de recueil de dialogues entre les pères du désert qui a remporté un grand succès en Occident. Les Collationes de Cassien se trouvaient dans toutes les bibliothèques monastiques de l'Occident. C'est ainsi que les premières communautés créées en Italie et dans la France méridionale, aux IV^e et V^e siècles,

sont souvent constituées par des éléments orientaux, ou tout au moins fortement influencées par l'Orient. Ces communautés n'ont pas de Règles dans le sens moderne du terme; elles se contentent, souvent, de quelques prescriptions dont l'Abbé (= Père) personnifie l'interprétation. En principe, nous pouvons affirmer que chaque communauté, se composant d'un nombre réduit de membres, se forme autour d'une personnalité exceptionnelle, et c'est cette personnalité qui dicte les règles de comportement se basant toujours sur la pauvreté, l'humilité et la charité. Au fur et à mesure que ces communautés se diffusent, il se créera le problème très délicat du rapport entre les monastères et les autorités ecclésiastiques locales, c'est-à-dire les évêques, qui essaieront de contrôler avec des succès alternés, les nouvelles formes de vie religieuse au sein de leur diocèse.

A la moitié di VI^e siècle, la situation est désormais mûre pour un changement radical: de nombreuses communautés monastiques suivent, désormais, des règles différentes. La liberté est grande, mais on commence à entrevoir des risques d'anarchie. C'est à ce point de l'évolution qu'apparaît saint Benoît dont d'expérience n'a pas été, au début, tellement différente de celles que nous avons précédemment citées. Benoît était un jeune Romain, de bonne famille, né en province mais envoyé à Rome pour ses études; dans la capitale, il ressent, cependant, une sorte de répulsion pour ces études profanes qui, à son avis, éloignaient l'homme de Dieu. C'est ainsi qu'il s'est fait, comme beaucoup d'autres avant lui, anachorète et s'est retiré dans une grotte, où il vivait d'un peu de pain, se consacrant totalement à la prière.

Et, comme cela s'était déjà passé plusieurs fois, lui aussi commença à être «assiégé» par ceux qui voulaient avoir sa protection spirituelle et être guidés par lui. Contrairement à beaucoup d'autres, Benoît ne refusa pas de s'assumer la grosse responsabilité de la direction spirituelle d'autres hommes et fonda une première communauté à Subiaco, à laquelle se sont ensuite ajoutées Montecassimo et Terracina. Pour garantir une forme de vie commune à ces trois groupes, il rédigea la «Règle».

Tout récemment encore, saint Benoît était considéré comme un innovateur total, un précurseur sous tous les points de vue. Maintenant nous savons, par contre - et ceci sera mieux expliqué lors de la conférence consacrée à Benoît - que sa «Règle» est en réalité une sorte d'extrait d'une Règle précédente, de celle que l'on appelle la Règle du Maître, probablement italienne (plus précisément de l'Italie centrale) et remontant à quelques décennies auparavant. Ceci ne diminue pas l'importance de cette «Règle», mais c'est plutôt le contraire. La meilleure preuve de sa perfection nous est offerte par le fait que ce «résumé» conçu comme une forme de vie de trois petits monastères italiens, a pu être appliqué, sans aucune modification, dans toute l'Europe. Au fur et à mesure que les frontières du christianisme s'étendaient, ce «résumé» se répandit même hors de l'Europe, sans aucun changement substantiel, s'agissant d'une règle très précise et en même temps très souple. La «Règle» est précise dans la détermination de la priorité entre les vertus du moine qui doit être, tout d'abord, humble et renoncer totalement à soi-même; elle est également précise dans la description des devoirs quotidiens du moine qui devra prier, méditer la bible et, pendant les heures qu'il ne consacre pas à ces activités, travailler. *L'oisiveté est l'ennemie de l'âme* et saint Benoît n'a pas voulu que ses moines soient oisifs. Le moine bénédictin devait donc alterner le travail manuel - nécessaire à sa subsistance - avec le travail spirituel consistant, surtout, en la méditation des textes sacrés. Pendant le carême, chaque moine devra lire au moins l'un des livres conservés dans la bibliothèque du monastère, bien que le terme «bibliothèque» indique tout simplement, à l'origine, l'armoire dans laquelle était conservée la Bible, le livre par excellence. Chaque monastère bénédictin devait donc posséder un exemplaire des Saintes Ecritures et les livres liturgiques pour l'office religieux; mais il possédera également, et presque toujours, les commentaires des textes bibliques écrits par les Pères, les *Vitae Patrum*. C'est-à-dire les vies des pères du désert et les *Collationes* de Cassien. C'est ainsi que naîtra, bientôt, une véritable bibliothèque de textes religieux. Tout ceci nous reconduit à une réalité identique à celle des Romains qui a été la réalité la plus alphabétisée que l'Occident ait jamais connue. Saint Benoît pense comme un Romain lorsqu'il écrit que le moine doit rédiger de sa propre main sa profession de foi, ou lorsqu'il prescrit la méditation de la parole divine à tra-

vers la lecture privée. Mais Benoît vivait les dernières années du monde ancien. A la suite des invasions et des profonds changements de la société du haut Moyen-Age, la culture classique, l'organisation romaine de la culture se désagrèga; il ne fut donc plus possible de présumer que ceux qui entraient dans les monastères possédaient ne serait-ce que la moindre préparation culturelle scolastique. Entre-temps, l'âge d'accès aux monastères tendait, lui aussi, à s'abaisser. En effet, au fur et à mesure que l'idéal monastique se diffusait, un nombre de plus en plus grand de parents voulaient assurer le salut spirituel de leurs enfants et les envoyaient dans les monastères dès leur tendre enfance, comme *oblats*. Sans compter que le monastère était même devenu, pour certains, un refuge sûr contre un monde de plus en plus difficile. C'est ainsi que le monastère, né comme une maison de prière et comme une école d'humilité, se transforme en une école, en une bibliothèque et en archives. Et le problème de l'instruction primaire a immédiatement comporté une lecture plus assidue des classiques anciens. Si l'on voulait enseigner à lire et à écrire le latin - une langue qui était de moins en moins parlée couramment - il fallait s'adresser aux maîtres classiques de grammaire et de rhétorique. Et dans ces textes scolastiques on se référait continuellement à des poètes et à des prosateurs romains: c'est de leurs ouvrages que l'on tirait les règles du beau style, leurs phrases offraient des exemples. Virgile, Laocain, Horace et Quintilien, que Benoît avait dédaigneusement abandonnés, firent leur apparition dans les monastères. Les classiques ont été étudiés, tout au moins au début, d'une façon secondaire; ils ne servaient qu'à acquérir les instruments pour pouvoir ensuite lire la Bible ou les Pères de l'Eglise. Mais ces textes étaient tellement beaux, tellement pleins de poésie qu'il coexistait - comme l'a dit, à juste titre, un grand moine contemporain - dans l'esprit monastique «l'amour des lettres et le désir de Dieu».

Plusieurs des grands personnages du monachisme, dont nous parlerons dans ce cours, sont la démonstration vivante de cette affirmation, pour arriver à saint Benoît, l'un des plus grands stylistes du Moyen-Age latin.

Les moines commencèrent ainsi à recopier et à conserver le patrimoine littéraire de l'Antiquité qui était bouleversé par la barbarisation de la société. Il est certain qu'au début, s'il fallait sauver un texte chrétien, le texte païen était condamné; ce phénomène nous a été révélé par l'étude des palimpsestes, des codes où il a été recopié, à des époques différentes, deux textes: le second après que le premier ait été gratté, c'est-à-dire effacé du parchemin. Et il a été possible de découvrir, grâce aux techniques modernes, Cicéron ou Horace sous un exemplaire de la «Règle» de Benoît, ou d'un écrit d'Augustin. Mais cela n'a pas toujours été ainsi: plus tard, et surtout si le monastère possédait plusieurs exemplaires d'un même texte sacré, ce dernier a été remplacé par le texte profane. La carence de matériel libraire, le coût du parchemin nous ont ainsi permis de comprendre les préférences culturelles des diverses phases de l'histoire monastique.

Mais revenons au problème des Règles. La «Règle» bénédictine n'est, au début, qu'une règle parmi tant d'autres et saint Benoît est l'un des nombreux abbés qui vivent renfermés dans leur monastère, sous la juridiction de l'ordinaire diocésain. Pendant quelques temps (VII^e - VIII^e siècles) le modèle de monachisme dominant dans l'Europe du Nord, y compris l'Italie padane, est le modèle franco-irlandais dont le représentant le plus important est Colomban qui fera l'objet d'une prochaine conférence.

Le monachisme irlandais se différencie du monachisme bénédictin pour deux aspects fondamentaux: une ascèse nettement plus rigoureuse et le manque de l'obligation à la *stabilitas*. Le bénédictin s'engage, au moment de sa profession de foi, à passer toute sa vie dans le monastère où il est entré, sauf en cas d'une permission explicite de son supérieur. Le moine irlandais cherche, par contre, Dieu dans la solitude et de plus en plus loin de sa patrie. Pendant le haut Moyen-Age, époque caractérisée par de très mauvaises communications, alors que le réseau routier romain n'était plus entretenu, cette forme particulière d'ascèse «errante» des Irlandais a fortement contribué à la diffusion du Christianisme. Partant de l'Irlande, ils se sont poussés tout d'abord en Angleterre, puis dans la France du Nord. Colomban lui-même fonda un monastère en France (Luxeuil) et un autre dans l'Italie du Nord (Bobbio). D'autres arrivèrent dans des terres encore plus lointaines et inconnues: dans

des embarcations fragiles et confiants uniquement dans la protection divine, ils sont arrivés dans les îles Shetland, Orcades et même en Islande. Les Irlandais ont donc été un facteur de grande diffusion du modèle monastique et d'un monachisme cultivé, car ils avaient dû assimiler une langue, le latin, et un monde conceptuel, le monde chrétien, qui étaient profondément étrangers à leurs origines culturelles.

Malgré tous ses mérites, le monachisme franco-irlandais a dû cependant céder la place, à la longue, au modèle bénédictin. Qui a contribué au succès de ce dernier? Tout d'abord le témoignage de saint Grégoire le Grand qui a consacré un livre entier de ses *Dialogi* à la «vie» de Benoît, dont il raconte certains détails biographiques, mais surtout ses nombreux miracles. Grégoire termine les pages consacrées à Benoît en exhortant ceux qui désirent en savoir plus à lire sa Règle, admirable pour sa mesure et sa discrétion. Il s'agit d'un éloge merveilleux de la part d'un pape qui, ayant été moine avant d'accéder au pontificat, était parfaitement en mesure d'évaluer la nouveauté et l'intérêt de la Règle bénédictine par rapport aux autres. D'autre part, Grégoire le Grand a également été le premier pape qui se soit posé explicitement le problème de la conversion des païens. Lors de la catastrophe de la fin du monde ancien, l'Eglise avait rencontré de grosses difficultés pour maintenir intactes les structures existantes fortement bouleversées par l'arrivée de centaines de milliers de conquérants païens ou, dans le meilleur des cas, chrétiens mais d'une autre confession. Tout en ne perdant pas de vue le problème d'arriver à établir un modus vivendi avec les Longobards qui menaçaient Rome et qui avaient conquis toute l'Italie du Nord, Grégoire, dans une vision de l'histoire qui prévoyait l'imminence de la fin des temps, se posait également le problème de la diffusion du christianisme auprès des populations qui, faute de cette évangélisation, risquaient de rester exclues du plan du salut. C'est ainsi qu'il a envoyé auprès des souverains anglo-saxons de l'Angleterre méridionale une mission se composant de moines. Le monachisme du type romain est devenu ainsi missionnaire et les missions envoyées plusieurs fois en Angleterre, en l'espace d'un siècle, ont contribué à une évangélisation quasi totale dans ce pays et à une grande floraison culturelle.

Béda le Vénérable - qui fera, lui aussi, l'objet d'une conférence - est le représentant le plus illustre de cette culture anglo-saxonne strictement liée à Rome, qui copie les codes de Rome, qui voit quelques-uns de ses rois mourir auprès des tombes des Apôtres où ils s'étaient rendus en pèlerinage. Au cours des VII^e et VIII^e siècles, les fondations de monastères par des rois et des aristocraties des nouveaux règnes, aussi bien anglo-saxons que francs et longobards, ont contribué d'une façon déterminante, à la diffusion du monachisme. L'une des raisons de la diffusion du modèle franco-irlandais est justement la protection que lui ont accordée les rois mérovingiens, la plus grande force politique du VII^e siècle en Europe; et cet état de choses ne change pas beaucoup à la suite de l'avènement des premiers Carolingiens.

D'autre part, le monachisme bénédictin avait, entre-temps, subi une grave crise. Le monastère de Montecassino a été lui-même détruit plusieurs fois et le manuscrit de la «Règle» a été sauvé par les moines qui l'emmenèrent à Rome pendant leur fuite. Cette grande abbaye fut «refondée» au VIII^e siècle par les Francs. C'est à ce point de l'histoire du monachisme qu'intervient un élément exclusivement politique: la grande conception impériale des Carolingiens. Charlemagne et ses successeurs ont essayé de créer, avec des hauts et de bas, une base culturelle et religieuse qui puisse unifier, au sens profond du terme, les différentes populations qui étaient déjà unies politiquement. Dans leur effort d'unification spirituelle, de réforme des institutions ecclésiastiques et d'amélioration du niveau d'instruction de la classe dirigeante, les Carolingiens se sont servis du monachisme. Mais ils avaient besoin d'un monachisme unifié pour que ce dernier puisse être, à son tour, un facteur unificateur. Le monachisme bénédictin fut un monachisme unificateur, dans la révision fournie par Benoît d'Aniane. Toute l'opération s'est basée sur une copie de la Règle de Benoît que Charlemagne demanda personnellement au pape, une copie conforme à l'original conservé dans les archives du Palais Latran. L'empire chrétien de Charlemagne était conquis avec l'épée et souvent avec brutalité. Mais l'opération de conquête spirituelle fut immédiatement recommencée après la fin de la campagne militaire, avec la fondation de nouveaux évêchés, mais surtout de nouveaux monastères. Et sous ce point de vue, il n'y a

aucune différence entre les Carolingiens et les empereurs saxons. Au X^e siècle, comme au IX^e, les empereurs fonderont et financeront des monastères et il y aura de nombreux monastères de bonne soeurs dont les abbesses seront les filles, les soeurs ou les veuves de l'empereur.

Mais c'est justement en raison du grand succès du monachisme, de sa richesse, des revenus et du prestige que comportait le fait de posséder un monastère que tous les grands seigneurs désiraient avoir une abbaye dans leur propre patrimoine. Parfois ils la fondaient, parfois ils l'exploitaient en se faisant élire abbé laïc et en vivant des entrées considérables de les communautés des cénobites. La réforme clunisienne - dont vous verrez l'histoire dans un audiovisuel - se manifeste comme une tentative de récupérer les valeurs traditionnelles du monachisme, dans un monde qui semblait les avoir oubliées: le détachement du monde, la vie de dévouement à Dieu, de prière et d'étude.

Bien qu'il ait été réalisé partout une grande oeuvre d'évangélisation même si elle n'était pas toujours liée à la *cura animarum*, le monachisme n'a pas pu accomplir, d'une façon constante et complète, une tâche ardue: la sauvegarde et la diffusion de la culture. Bon nombre de petits monastères n'avaient aucune tradition culturelle, alors que des dizaines de grandes abbayes possédaient des bibliothèques qui suscitent, aujourd'hui encore, l'admiration du visiteur et la joie du connaisseur: il suffit de mentionner, entre autres, Saint-Gall en Suisse ou Montecassino en Italie.

Grands ou petits, illustres ou non, tous ont contribué à maintenir une certaine continuité avec le monde antique, avec la tradition de la fin de l'Antiquité et du paléochrétien, ainsi qu'avec la culture classique profane qui, sans le monachisme, aurait probablement cessé d'exister. Qu'on le veuille ou non, la presque totalité de ce qui nous est resté de la culture classique latine est passée à travers la transcription à l'époque carolingienne et post-carolingienne, à travers ces transcriptions effectuées par les moines des grandes abbayes entre la fin du VIII^e et le début du X^e siècle.

Mais le monachisme a accompli une autre fonction. Il s'agit d'une fonction que nous ne traiterons pas dans le détail, mais qui a cependant été essentielle. Le monachisme a favorisé la diffusion d'une certaine forme d'économie agricole basée sur une culture plus rationnelle de la terre; culture que les moines ont souvent pratiquée directement, comme le voulait la Règle bénédictine et comme le feront encore les cisterciens au XII^e siècle, après la brève période de Cluny, pendant laquelle les moines se sont consacrés surtout à la prière liturgique. C'est grâce aux moines que de nombreuses régions semi-désertiques de l'Europe ont été défrichées et cultivées; c'est aux moines que nous devons l'introduction de certaines formes d'élevage ovin dans des terres incultes à cause de mauvais climat.

Et pour finir, il ne faut pas oublier que, dans la conception bénédictine, le soin du bien-être physique des moines et de tous ceux qui frappent à la porte du monastère - pauvres, pèlerins, simples voyageurs - est essentiel, aussi essentiel que la transcription des livres ou que l'office liturgique. Sous ce point de vue, les moines ont également contribué à la prospérité et non seulement à la culture de l'Europe médiévale.

G. B.
de l'Université de Rome

FONDATION EUROPEENNE DRAGAN EN COLLABORATION
AVEC L'UNIVERSITE POPULAIRE DE ROME ET
L'ACADEMIE INTERNATIONALE DE PROPAGANDE CULTURELLE

Année Universitaire 1984-1985
LE MONACHISME AU 1^{er} MILLENAIRE

Inauguration	Jeudi 6 décembre
1 ^{re} Conférence (St Augustin)	Jeudi 13 décembre
2 ^e Conférence (Cassiane et Salvien de Marseille)	Jeudi 17 janvier
3 ^e Conférence (Le Monachisme irlandais)	Jeudi 7 février
4 ^e Conférence (Le Monachisme byzantin)	Jeudi 28 février
5 ^e Conférence (St Benoît)	Jeudi 21 mars
6 ^e Conférence (St Colombin)	Jeudi 11 avril
7 ^e Conférence (Isidore-Léandre et Fructueux)	Jeudi 2 mai
8 ^e Conférence (Béda le Vénérable)	Jeudi 30 mai
9 ^e Conférence (Paul Diacre - Alcuin et St Benoît d'Aniane)	Jeudi 17 octobre
10 ^e Conférence (St Cyril et Méthode)	Jeudi 7 novembre
11 ^e Conférence (Le Monachisme de Cluny)	Jeudi 28 novembre
12 ^e Conférence (Conclusion du directeur du cours)	Jeudi 12 décembre

Il n'est guère facile de répondre à ces questions, pour ne pas dire impossible. Le prédécesseur de Reagan, Jimmy Carter, fut lui-même accusé d'une tolérance excessive vis-à-vis d'épisodes tels que l'occupation de l'Afghanistan et les pressions sur la Pologne: c'est pour cela que ses quatre années de présidence ont été jugées très négativement. Cette attitude a probablement déterminé la victoire d'un président comme Reagan qui se démontre sûr de lui-même et décidé à atteindre ses objectifs. Le revers de cette médaille nous montre, cependant, que si Carter écoutait trop ses alliés européens (qui ne modéraient pas leurs tendances au désaccord et aux changements d'orientation) Reagan, par contre, ne semble pas tenir l'Europe dans la juste considération en tant qu'allié principal des Etats-Unis: les nouveaux dirigeants américains voient, en effet, le monde selon une optique globale dans laquelle le vieux continent n'est que l'un des échiquiers de la confrontation Est-Ouest. Il est fini le temps où d'autres zones du monde servaient de soupape de sécurité pour combattre des guerres dont les origines devaient être recherchées en Europe. Les Américains l'ont dit clairement: en cas de conflit, l'Europe ne doit pas se faire d'illusion quant à un traitement privilégié. Si besoin est, on combattra en Europe, comme on l'a fait, par le passé, en Asie et en Afrique. Il s'agit de déclarations extrêmement dures mais réalistes qui nous amènent à réfléchir.

Pour qu'elle puisse former une conscience individuelle qui ne se réfère plus au passé, mais qui soit projetée vers le futur, l'Europe doit se rendre compte, désormais, d'être une puissance locale, obligée de se soumettre aux règles d'un jeu plus grand qu'elle. Il s'agit d'une perspective qui n'est pas totalement négative: au moment où les problèmes européens ne s'identifient plus avec les problèmes mondiaux, il devient plus facile de les résoudre, tout comme il devrait être plus facile d'assumer une attitude unitaire face aux alliés et aux autres protagonistes de la scène internationale.

En définitive, les Européens devraient obtenir quelques bénéfices de la politique de Reagan - bien que la pilule puisse être amère - en termes d'éclaircissement de leur rôle dans le monde. Il faut, par contre, prévoir moins d'avantages pour les peuples de l'Europe de l'Est à qui la rigidité des deux blocs nie ces libertés internes et internationales que seul un climat de détente peut leur garantir. Les rapports individuels entre les Etats de l'Est et ceux de l'Ouest sont sérieusement compromis par la tension internationale: il suffit de penser aux rapports italo-bulgares qui, très cordiaux jusqu'à il y a quelques années, ont été compromis par des épisodes qui ne trouvent une explication et une justification que dans le contexte de l'affrontement Est-Ouest. Il en est de même pour les rapports entre les deux Allemagnes, sérieusement mis en danger par la fermeture des canaux diplomatiques voulue par Moscou.

Bien que Reagan affirme vouloir aller au-delà de Yalta, sa politique suit la direction opposée en renforçant la situation qui s'est créée pendant l'immédiat après-guerre.

Tout ceci servira-t-il, au moins, à éviter une nouvelle Pologne ou un nouvel Afghanistan? Ou s'agit-il d'une couverture pour présenter comme inévitable le soutien que les Etats-Unis accordent, dans de nombreux pays, à des régimes qui ne sont pas des plus démocratiques? En d'autres termes, jusqu'à quel point les Etats-Unis subissent-ils la situation actuelle et défendent-ils leur aire d'influence et jusqu'à quel point n'en sont-ils pas, par contre, coparticipants ou, en quelque sorte, coresponsables? Et pour finir: une attitude énergique de la part de la Maison Blanche est-elle vraiment utile à l'Europe, ou ne serait-il pas préférable de poursuivre une politique plus ouverte au dialogue?

Seule l'histoire pourra donner une réponse définitive à ces questions. L'exigence de l'unité européenne ne peut cependant plus attendre: il est donc important que les pays européens ne tombent pas dans la double erreur, d'une part de soulever des polémiques stériles avec leur allié américain, de l'autre de renoncer à affirmer, au moins à eux-mêmes, la spécificité de leurs problèmes et de leurs propres exigences, tout en évitant, surtout, de couper les ponts avec les pays qui, bien que se trouvant au-delà du rideau de fer, n'en sont pas moins européens.

G. V.

LE SEMESTRE ITALIEN

de Manlio Contri

Que signifie le semestre italien à la CEE? Avec quel esprit et avec quel programme l'Italie se prépare-t-elle à accomplir cet important devoir de guide et d'impulsion à la tête des Dix? La barre passe dans les mains du gouvernement de Rome au moment où les esprits espèrent en une intensification du dialogue sur le désarmement entre les deux plus grandes puissances mondiales. Mais l'Europe n'a pas encore atteint cette cohésion qui lui permettrait d'y participer avec une certaine autorité. De nombreux problèmes doivent être affrontés et résolus au sein de la Communauté; tout d'abord le renforcement institutionnel, l'entrée de l'Espagne et du Portugal, les questions agricoles, financières, les hostilités de la Grande-Bretagne, les velléités franco-allemandes pour un «directoire» moteur de la relance.

Mais au lieu de nous étendre sur une liste et sur un examen de chaque question, pour essayer de deviner des solutions et d'arriver à des conclusions qui pourraient être fausses, nous préférons céder la parole à une interprétation authentique, comme celle qui peut être formulée par deux des principaux responsables, par les porteurs des programmes et des espoirs du gouvernement italien: le ministre des Affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, et le ministre pour la Coordination des Politiques communautaires, M. Francesco Forte.

M. Andreotti, qui a prononcé son discours programmatique au Parlement de Strasbourg le 16 janvier, a mis l'accent sur la nécessité d'une plus grande volonté politique pour la réalisation de l'Union Européenne, union qui pourra mieux contribuer à la cause de la détente et de la paix et qui a repris une certaine vigueur après la rencontre USA-URSS à Genève.

L'exigence impérative pour la relance institutionnelle est la réforme des Traités. La

présidence italienne essaiera de favoriser le débat sur cette dernière, tout en tenant compte de l'acquis communautaire, mais aussi du projet approuvé à ce sujet par le Parlement. Tout effort sera accompli pour convoquer, d'ici juin, la Conférence intergouvernementale à laquelle devrait s'associer l'Assemblée. Dans le contexte institutionnel, il ne faut pas oublier le Comité pour l'Europe des citoyens institué au lendemain du sommet de Fontainebleau.

Quant au bilan, M. Andreotti a exprimé sa propre compréhension pour le rejet voté par l'Assemblée au mois de décembre dernier et a assuré son engagement pour rétablir le principe de la cadence annuelle, en anticipant, si possible, de deux mois l'entrée en vigueur de l'augmentation des propres ressources. Au cas où cette thèse ne serait pas réalisable, on rechercherait des voies transitoires qui soient le plus possible communautaires. Pour ce qui concerne les remboursements à la Grande-Bretagne, il a défendu le compromis de Fontainebleau tout en rappelant, cependant, que le moyen principal pour résoudre ce problème est la politique de la dépense.

La présidence italienne essaiera, en définitive, d'aller au-delà des solutions techniques et de relancer les rapports entre les deux parties de l'autorité de bilan. Elle entamera, entre ces deux dernières, un dialogue constructif pour arriver à cette «paix de bilan» récemment souhaitée. Ceci est également valable pour la «discipline», où l'Assemblée devra être associée à la définition du programme concernant les dépenses.

Le problème du chômage reste le noeud principal à résoudre au sein de la Communauté. Il sera nécessaire, pour le combattre, de trouver et de développer des instruments communautaires qui ne soient pas limités au secteur social, mais qui com-

prennent aussi l'économie et la coopération industrielle, à travers un dialogue concret et positif entre les parties sociales.

Il faudra, en outre, insister sur l'intégration du marché européen et sur la relance de la coopération monétaire et financière, en opérant pour une plus grande convergence des politiques économiques, pour la libéralisation des mouvements de capitaux et pour l'expansion de l'emploi public et privé de l'ECU, auquel doit être reconnu le statut de devise. D'autre part, il faut également renforcer la coopération dans le domaine des nouvelles technologies et des télécommunications.

Les problèmes de bilan pèseront également sur la définition des prix agricoles pour la saison prochaine. Les décisions que le Conseil prendra en collaboration étroite avec la Commission devront, cependant, être politiquement et socialement acceptables.

Pour ce qui concerne la protection de l'environnement, deux thèmes strictement liés entre eux sont particulièrement urgents: l'essence sans plomb et la pollution provoquée par les gaz des voitures. A ce propos, il faudra établir, au plus tôt, une réglementation commune.

La politique commune des transports doit être, elle aussi, relancée.

Une réunion spéciale des ministres intéressés sera tenue sur le problème de la drogue.

En ce qui concerne l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, après les résultats positifs de Dublin, il faut résoudre les questions restées en suspens: les productions agricoles méditerranéennes, qui doivent être constamment contrôlées, et la pêche. Quant à la première question, il faudra tenir particulièrement compte des avantages et des inconvénients des diverses agricultures: de nouveaux débouchés pour les productions continentales et les excédents pour les produits méridionaux. Les plans intégrés pour le Bassin méditerranéen peuvent être la réponse envisagée par la présidence italienne.

Il faut s'engager dans le développement des rapports avec les pays méditerranéens intéressés par l'élargissement. La contribution italienne à la récente Convention de Lomé doit être également soulignée.

L'Amérique latine mérite une attention particulière. M. Andreotti a rappelé, à ce

propos, la réunion de San José. Mais le problème fondamental reste celui de la faim dans le monde, pour lequel l'Italie envisage l'application des décisions de Dublin.

Pour ce qui concerne les principaux partenaires commerciaux, il faut poursuivre l'objectif d'une intensification du dialogue avec les USA et entamer une nouvelle série de négociations sur les échanges internationaux.

L'Italie sera en outre particulièrement engagée dans le renforcement de la coopération politique, pour garantir à l'Europe les moyens lui permettant de faire entendre sa voix sur le plan international.

C'est dans ce contexte que se situe, tout d'abord, le dialogue Est-Ouest avec la rencontre de Genève. Les pays européens, absents à cette occasion, doivent jouer un rôle actif de proposition en faveur d'un équilibre stable. C'est dans ce but qu'il faut maintenir vivant le dialogue avec l'Europe de l'Est, avec une attention particulière pour la Pologne.

Quant au conflit arabo-israélien, les Dix doivent intensifier les pressions sur les parties intéressées, sur la base de la déclaration de Venise et en collaboration étroite avec les interlocuteurs institutionnels et privilégiés de ces pays (Onu, USA et Urss). Le conflit Iran-Iraq suscite, lui aussi, une grande préoccupation.

Les progrès accomplis dans l'Afrique australe pour la résolution des conflits armés ne doivent pas faire oublier les problèmes internes de l'Afrique du Sud, dont le régime a toujours été condamné par les Dix.

Les Dix ont déjà exprimé et confirmé leur préoccupation et leur condamnation pour la question afghane. Pour ce qui concerne le Cambodge, la solution pacifique doit être garantie par le retrait des Vietnamiens, par l'autodétermination et par la neutralité du Cambodge.

M. Andreotti a souligné, en conclusion, le rôle international que peut jouer l'Europe, grâce à la force de ses valeurs. Il a également confirmé l'importance du Parlement européen dans ce contexte.

Nous reportons maintenant la déclaration que le ministre Forte a faite à l'occasion du débat «Europe 1985 - le semestre italien» qui a eu lieu au siège romain de la Fondation Européenne Dragan.

Le point fondamental du programme italien prévoit l'accomplissement de progrès décisifs de la part de la Communauté Economique Européenne sur le plan institutionnel, c'est-à-dire, donc, la convocation de la conférence intergouvernementale déjà en programme.

C'est le seul instrument diplomatique et juridique possible pour arriver à la formulation et à la signature d'un texte de modification du Traité actuel, qui soit le plus possible conforme à celui qui a été voté par le Parlement européen. Il doit, de toute façon, être réaliste, afin de permettre à la Cee de faire des pas en avant avec tous ceux qui le désirent vraiment. Cette précision est extrêmement importante, étant donné la tendance de certains à affirmer qu'il faudrait avancer plus rapidement dans la forme et dans la substance, afin de créer une division rigoureuse entre ceux qui sont définis européistes et tous les autres. Ce serait donc, en définitive, la dissolution du Parlement et du schéma institutionnel actuel, ainsi que la dissociation dramatique de la Grande-Bretagne, du Danemark et de l'Irlande.

Nous refusons de croire qu'une action politique puisse être caractérisée par des moyens aussi dangereux et ambigus. Il ne serait pas bon de s'engager sur une voie nouvelle et incertaine pour abandonner le «beaucoup» qui a été réalisé. On ne peut pas ignorer les sentiments fortement européens des nations que l'on veut éliminer. On ne peut pas le faire, il faut procéder, par contre, à un examen autocritique.

L'euro péisme de l'Italie est plus verbal que réel. Certaines méfiances des autres pays vis-à-vis de l'Italie sont pleinement justifiées. Des faits le confirment. L'hésitation du Sénat italien à approuver une modification de la loi monétaire, qui nous autoriserait à demander à l'Allemagne un plus grand engagement dans l'intégration monétaire. Il s'agit de l'un des articles les plus importants du nouveau Traité qui aurait l'avantage de constituer la deuxième phase du SME. Mais il n'est pas facile d'entrer dans cette deuxième phase, si l'on ne réduit pas l'inflation et si l'on arrive pas à la libéralisation monétaire. Il est impensable de créer un Fonds Monétaire Européen s'il existe toujours une barrière entre les différentes devises ou si l'on ne réduit pas la marge de fluc-

tuation italienne. C'est ainsi que le devoir principal de la conférence intergouvernementale est celui de sonder toutes les bonnes volontés et tous les engagements.

Le deuxième élément cité par le ministre Forte à propos des manquements italiens est celui de la règle de l'unanimité. Les Italiens se plaignent qu'il s'agit d'une impasse ralentissant le processus d'intégration européenne. Je suis disposé, quant à moi - a déclaré le ministre Forte - à soutenir la thèse hollandaise, c'est-à-dire que l'on renonce à la clause de l'unanimité (art. 100 du Traité). Mais ceci signifie, également, renoncer à certaines formes paranoïaques de protectionnisme qu'exigent nos opérateurs économiques, industriels, commerciaux et agricoles; je sais que si nous affirmons la règle de la majorité et non pas de l'unanimité, des protestations se lèveront de ces secteurs. Mais il faut se décider. S'intégrer signifie aussi courir des risques. Pour protéger l'intérêt général, qui est celui d'un marché plus vaste et plus compétitif, il faut sacrifier les intérêts particuliers.

Le ministre Forte a ensuite exprimé une réflexion sur le problème de l'attribution de pouvoirs plus amples au Parlement de Strasbourg.

Il n'est pas évident que le texte proposé par Altiero Spinelli et par d'autres, soit le meilleur et le plus clair sous ces points de vue. Il est certain qu'il veut que le Parlement possède un pouvoir législatif aussi ample que les autres Pouvoirs démocratiques et représentant les autres Fédérations ou Etats unitaires. Il demande également que le Parlement ait la possibilité - en délibérant à la majorité - d'établir des normes juridiques qui soient identiques pour tous les Etats. L'exemple typique devrait être celui de l'unification du droit commercial et du droit privé, des sociétés anonymes et de la comptabilité. Quant à ce dernier, il s'agit d'un secteur où l'Italie est insolvable. Le Parlement européen devrait approuver une loi selon laquelle l'Europe devrait avoir une seule norme sur les sociétés anonymes, un système comptable unique pour assurer aux bilans cette clarté que tout le monde désire.

Il est évident que si l'on veut atteindre cet objectif, il faut que l'Italie renonce à ses résistances.

Après cette dernière considération sur

le bilan communautaire et sur la prochaine entrée de l'Espagne et du Portugal, la réunion s'est terminée par un débat animé. Sont intervenus, entre autres, Mme Beatrice Ragoni Machiavelli, vice-président du Mouvement européen, et M. Raimondo Cagiano de Azevedo, secrétaire du CIFE.

Le modérateur de ce débat, le sénateur Salvatore Valitutti, a invité, lors de sa brève intervention, à pas s'abandonner à un optimisme excessif pour le semestre italien, en considération des limites posées par la situation objective, limites qui seront difficilement affrontées et résolues.

Il faut, en effet, considérer les problèmes des négociations déjà entamées en matière de désarmement et qui créent des difficultés aux éventuelles décisions théoriques sur la défense de l'Europe; tout comme il ne faut pas oublier le problème du bilan communautaire qui est un problème essentiellement politique, mais aussi technique et économique.

M.C.

Débat sur le thème
«1985. Le semestre italien» organisé auprès du siège romain de la Fondation Européenne Dragan, le 23 janvier 1985.

INTERVENTION

de M. Francesco Forte

ministre pour la Coordination des Politiques communautaires,
à la Fondation Européenne Dragan, le 21.1.1985

1985: LE SEMESTRE ITALIEN A LA CEE

Le calendrier de la présidence italienne à la CEE est très riche; il faut cependant dire que le semestre italien ne peut pas se limiter à gérer et à résoudre les problèmes qu'il a hérités du passé. Ce serait pour nous un mérite incontestable, mais cela limiterait également notre contribution à la relance de la Communauté.

Certaines questions importantes restent en suspens et leur solution apparaît urgente pour contribuer à ce pas en avant de la CEE, sur le plan aussi bien politique qu'économique, qui doit constituer l'objectif fondamental de la présidence italienne. L'entrée de l'Espagne et du Portugal ne peut plus être renvoyée. L'Italie, qui a toujours soutenu avec une grande décision l'élargissement, accomplira, à cette occasion également, tous les efforts pour que la négociation actuelle puisse être conclue au plus tôt. Nous connaissons parfaitement, en outre, les problèmes liés à l'élargissement: d'une part, il y a la difficulté pour les Espagnols et les Portugais d'abolir progressivement et à court terme leurs barrières industrielles; de l'autre, il y a l'exigence de trouver une ligne de compromis entre la production agricole méditerranéenne de la France et de notre Mezzogiorno et celle similaire de l'Espagne; pour la pêche, il s'agit, par contre, de trouver un compromis avec les pays du Nord. Pour finir, il y a le lancement de ceux que l'on appelle les PIM (Programmes Intégrés Méditerranéens) comme instrument de diversification productive et soutien social de la Grèce et des régions méridionales de l'Italie et de la France, dans le contexte de la «concurrence agricole» avec l'Espagne et le Portugal: d'un côté, il existe des pays qui ne croient pas à ces programmes et voudraient couper les ressources qui nous ont été promises; de l'autre, il y a l'Italie qui doit essayer de renouveler l'organisation des PIM pour donner plus d'impulsion au tourisme, aux

PME, aux services modernes et au financement des grandes infrastructures (le pont sur le détroit de Messine, les car-ferries entre l'Italie et la Grèce) et à la mise en valeur énergétique (par exemple, la liquéfaction ou la gazéification du charbon Sulcis); il ne faut pas considérer ces PIM comme des «pourboires», selon une vieille coutume bien connue des «politiques» pour le Sud et pour l'agriculture.

Un autre thème qui reste sur le tapis et qui demande une solution rapide est le bilan de la CEE pour 1985 (qui a un déficit à couvrir) et l'augmentation de ses «propres ressources», c'est-à-dire ces entrées provenant de la recette TVA et versées par les pays membres à la Communauté, de 1 à 1,4% à partir de l'année prochaine, ainsi que la «correction de bilan» pour la Grande-Bretagne, par un mécanisme qui évite les litiges déplorables qui se répètent chaque année et qui distraient des problèmes, grands et petits, de la CEE.

L'Allemagne et les Pays-Bas ont subordonné l'augmentation de leurs propres ressources à l'entrée de l'Espagne et du Portugal. Les temps «techniques» prévus pour la négociation ne peuvent cependant et évidemment pas être accélérés arbitrairement. D'autre part, le problème financier de la CEE devient de plus en plus urgent, compte tenu que la Communauté se trouve, de fait, sans un bilan pour 1985. Vu le déficit existant, le Parlement a cru bon de rejeter le bilan présenté pour l'année en cours et s'est retrouvé en désaccord avec les décisions prises en cette matière par le Conseil. C'est ainsi que l'Italie s'est vu obligée de proposer, avec une décision extrême, des solutions financières temporaires, telles que le recours à des «avances» nationales, qui sont en réalité des versements nationaux à fond perdu que les différents Parlements devront ratifier à titre exceptionnel.

L'augmentation des propres ressources s'impose donc au plus tôt, afin de pouvoir doter la Communauté de ressources financières pour 12 mois et non pas 10, comme cela se passe actuellement. La connexion de ce problème avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal a lié ces deux dossiers en une seule question fondamentale. Notre engagement consiste à la résoudre d'ici mai, pour discuter du «futur» à Milan au mois de juin, à la fin de notre présidence.

Une autre question centrale pour la présidence italienne est la réforme constitutionnelle. Nous proposerons, à ce sujet, une conférence intergouvernementale où les différents Etats membres de la CEE devront s'accorder sur des modifications du Traité, sur la base du document Dooge qui s'inspire, à son tour, du projet Spinelli. Tous les deux permettent de relancer la CEE et d'étendre le Traité aux secteurs de la défense, de la paix, de la sécurité (voir terrorisme). Il est cependant évident que cette conférence devra intéresser tous les pays membres pour ce qui concerne les innovations à apporter au Traité. Il serait, en effet, insensé de proposer des modifications trop audacieuses qui ne trouveraient l'accord que de certains pays seulement, sans l'adhésion de ceux qui apparaissent, à l'état naturel comme les moins «européistes», tels que la Grande-Bretagne, le Danemark, mais également l'Allemagne. Ceci afin de ne pas rendre vain ce qui a été réalisé jusqu'à présent sur la voie de l'intégration politique et économique et de l'élargissement: ce n'est qu'ainsi que l'on pourra réaliser la relance effective de l'Europe. Du reste, dans certains domaines, tels que la monnaie, les Français et nous-mêmes devons encore vaincre l'inflation avant d'invoquer la deuxième phase de l'union monétaire. Mais un accroissement du rôle de l'ECU face au dollar cher pourrait parfaitement trouver l'accord des Anglais, traditionnellement froids vis-à-vis des projets «trop ambitieux» de la relance européenne.

Sur le plan institutionnel, nous estimons qu'il faut renforcer les pouvoirs de la Commission, du Conseil et du Parlement Européen. En particulier, le Parlement Européen devrait étendre ses compétences et légiférer sur plusieurs questions concernant le droit des sociétés et du travail, pour donner lieu à une véritable unification. Ces secteurs sont actuellement réglementés par des directives qui trouvent difficilement une application dans les pays membres. Il suffit de penser au cas italien.

Vice-versa, si le Parlement Européen pouvait légiférer en cette matière, l'Europe pourrait avoir une seule loi sur les sociétés, un seul système comptable, et ainsi de suite, pour d'autres secteurs tout aussi importants.

Dans notre agenda, il y a également l'Europe des citoyens.

Un Comité ad hoc - présidé par le juriste italien Adonnino - a le devoir d'étudier des

propositions pour rendre l'Europe «perceptible» au citoyen commun. Ce dernier a besoin, pour pouvoir croire en cette Europe, d'expérimenter concrètement l'existence d'une communauté politique et économique dans la vie de tous les jours.

Il ne faut pas se limiter, dans ce domaine à des initiatives symboliques, telles que le timbre-poste ou l'hymne européen; il faut choisir également des actions concrètes ayant une portée plus vaste: la libre circulation des citoyens au sein de la Communauté, le doctorat de recherche européen, les cartes de crédit en ECU.

D'autres propositions de la présidence italienne concernent le développement et la simplification de l'unification du marché: un code douanier qui, institué par une norme, pourrait servir au professionnel pour se retrouver dans le fatras des dispositions communautaires et nationales de chaque Etat membre.

Ces initiatives devront s'insérer dans l'objectif plus général de la création d'un marché unique à travers l'élimination graduelle des nombreux obstacles qui empêchent encore la libre circulation des biens, des personnes et des services et à travers des normes unifiées, pour une protection efficace du consommateur. Je me suis profondément engagé dans ce sens, en tant que président du Conseil du «marché interne» et «des consommateurs», en essayant de faire prévaloir des procédures de vote majoritaire qui permettent d'éviter les «vetos» des nations individuelles.

Un autre aspect fondamental de la relance européenne est représenté par la nécessité d'une stratégie globale dans le domaine de la science et de la recherche, en vue d'un espace commun pour notre technologie qui puisse répondre au défi mondial des USA et du Japon.

Du point de vue économique, la présidence italienne entend attacher une importance particulière à la coordination des politiques économiques pour la solution des problèmes du «défi technologique», pour la lutte contre l'inflation et pour la relance de l'emploi. La reconnaissance de l'ECU comme monnaie européenne véritable et comme deuxième monnaie nationale, ainsi que son utilisation aussi bien dans les opérations privées (travellers cheques, cartes de crédit, dépôts) que dans les règlements comptables entre les Etats et les Banques centrales et, surtout, dans les achats de pétrole et de gaz, sont un objectif qui est considéré de première importance tant par le président Delors que par nous-mêmes. Mais pour convaincre l'Allemagne à coopérer dans ce sens, il faut que l'Italie et la France abandonnent leur propre politique monétaire «contrôlée» et atténuent nettement leur écart d'inflation. La lire «lourde» et la mise en valeur de l'ECU font partie du même «paquet». Les initiatives spécifiques contre le chômage doivent partir de cette base. Une politique plus décidée en faveur de l'environnement est, à notre avis, liée à l'impulsion à la recherche technologique et scientifique qu'effectuent Ispra et les autres centres de recherche européenne, pour les «technologies souples». L'environnement est un concept romantique, mais les moyens pour le sauvegarder sont «techniques».

Nous souhaitons que le sommet qui aura lieu à Milan, ville concrète, à la fin du semestre italien, se terminera par des résultats concrets. Les beaux discours nous intéressent peu. Il est facile de se dire Européens, mais ce n'est pas efficace.

F. F.

